

Tout envoi d'argent et toutes
lettres se rapportant à la publicité
doivent être adressés à l'adminis-
tration

LE BOSPHORE

2me Année
Numéro 45
MERCREDI
9 Mars 1921
LE NO 100 PARAS

LAISSEZ DIRE: LAISSEZ-VOUS BLÂMER, CONDAMNER, EMPRISONNER, LAISSEZ-VOUS PENDRE. MAIS PUBLIEZ VOTRE PENSEE

PAUL-Louis COURRIER

A S S U R E M E N T S
UN AN SIX MOIS
Constantinople L.tq. 7 L.tq.
Province..... 8 450
Etranger..... Frs. 100 Frs. 60

Journal Politique, Littéraire et Financier

ORGANE FRANÇAIS INDÉPENDANT
Directeur-Propriétaire MICHEL PAILLARÈS

LES ENNEMIS DE LA PAIX

A moins d'un revirement de la dernière heure—revirement qui, en l'état actuel des choses, ne paraît guère probable—les alliés vont procéder immédiatement à l'application des sanctions formulées dans l'ultimatum de la semaine dernière. C'est le sens de la réponse faite, avant- hier, aux délégués allemands par M. Lloyd George au nom des gouvernements alliés.

Les propositions de M. Simons étaient, en effet, complètement inacceptables, et les alliés ne pouvaient pas plus les discuter qu'ils n'avaient discuté les précédentes.

Au prix de lourds sacrifices consentis par les puissances victorieuses et notamment par la France, un accord a été conclu à Paris, le 29 janvier dernier, sur la question des réparations. L'entente s'est faite entre les alliés sur un chiffre minimum à exiger de l'Allemagne, chiffre très inférieur à ce que représentent les dépenses nécessaires pour réparer les dommages causés, mais dont la fixation avait le mérite de préciser, pour chacun, ses obligations et ses espérances et dont le caractère modéré donnait satisfaction à tous les amis de la paix. Il avait été bien entendu entre la France, l'Angleterre et l'Italie que, sur le montant même de la dette allemande, aucune réduction ne serait envisagée. L'Allemagne se résout seulement autorisée à apporter de nouvelles suggestions sur les modalités de paiement ou sur certaines questions de forme.

Or, on sait quelles furent, à leur arrivée à Londres, les prétentions de M. Simons et de ses collègues. On sait quels chiffres ridicules ils ont proposés, et l'on n'a pas oublié non plus quelle réponse vigoureuse et indignée les délégués germaniques se sont attirée de la part de M. Lloyd George.

Vendredi, les Allemands sont revenus, devant la Conférence, faire leurs propositions définitives. Au lieu d'accepter les bases générales du concordat du 29 janvier, ils se sont bornés à prendre des engagements pour les cinq premières années, et en soubornant ces engagements à des exigences inadmissibles, au premier rang desquelles serait l'attribution définitive de la Haute-Silésie à l'Allemagne.

Les alliés n'ont pas eu besoin d'une longue délibération pour répondre à M. Simons que la conversation ne pouvait plus, dans des conditions pareilles, se prolonger. Officiellement et officieusement, les Allemands avaient été prévenus que les principes de l'accord de Paris ne pouvaient pas être remis en discussion. La fin de non-recevoir de la Conférence n'a donc pas lieu de les étonner.

Vont-ils maintenant laisser les événements suivre leur cours ? Ou, devant l'attitude décidée des alliés, se sont-ils ravisés au dernier moment ? Dans un cas comme dans l'autre, le fait subsiste que l'Allemagne cherche et cherchera par tous les moyens à éluder ses engagements et qu'elle ne paraît pas se rendre compte encore ni des responsabilités qu'elle a encourues ni des désastres qu'elle a causés.

Il y a là un cas d'incompréhension, d'inconscience et de cynisme qui a provoqué chez les alliés moins peut-être encore d'irritation que de stupeur. La presse britannique relève comme elle le mérite l'effronterie allemande et s'accorde à reconnaître qu'une seule réponse peut lui être faite.

« Par son attitude — déclare le *Daily Telegraph* — le Dr Simons a rendu facile la tâche des alliés. Un diplomate habile aurait essayé de les diviser. Au contraire, le ministre des affaires étrangères d'Allemagne a étouffé toute opposition, a empêché toute défaillance possible dans les pays alliés, et il a donné à ces pays une unité de

Temps rappelle dans son éditorial que depuis le premier jusqu'au plus humble de ses citoyens, la France attend :

1o Que la créance des alliés telle qu'elle résulte de l'accord conclu entre eux le 29 janvier, ne subisse aucune réduction.

2o Que des mesures arrêtées d'avance par les alliés et applicables à échéances fixées, garantissent le recouvrement de cette créance, tel est le droit de la France, et il permettrait d'aller bien au delà, telle est la volonté de la France. Et, ce n'est pas sans un rude effort sur elle-même, qu'elle se borne à ces revendications là : telles sont les nécessités fondamentales sur lesquelles, le président du conseil français, tout récemment encore, s'est déclaré résolu à ne pas transiger. De quelles mobiles procéde au contraire l'attitude des Allemands, ils veulent empêcher les alliés d'avoir en main aucun engagement précis, et surtout aucun gage, garder le moyen de recommencer la guerre, grâce à la Haute-Silésie, dont les mines et les usines sont loin de nos canons.

Tant que l'Allemagne s'obstine à suivre ce chemin, il y aura entre elle et les alliés une opposition que nul arrangement amiable ne peut effacer. L'Allemagne veut en somme, ne pas payer et préparer sa revanche, les alliés veulent eux : le paiement des réparations et le maintien de la paix. Il faut que quelqu'un cède ; ce ne sera pas les alliés, conclut le Temps.

**

Paris, 7. T.H.R. — Rappelant que la reprise de la vie économique ne sera possible que lorsque la question des réparations aura été réglée l'*Europe Nouvelle* constate que la France a accompli un grand effort sur elle-même pour faciliter ce règlement et qu'à l'Allemagne, au contraire, paraît s'enfoncer chaque jour davantage dans une sorte d'aveugle obstination. A la conférence de Bruxelles, puis à celle de Paris, la France a consenti au paiement en nature et à un rabais de sa créance. Non contente de renoncer ainsi délibérément à une partie de ce qui lui était dû et de lier elle-même la reconstruction des pays dévastés à la renaissance de l'industrie allemande, la France a su présenter un plan d'ensemble où apparaissait le souci de l'intérêt général, aussi bien que son propre relèvement. Mais, dans le même temps, l'Allemagne faisait machine en arrière. Sans doute, on entend Bergmann approuver d'abord assez publiquement le projet de M. Seydoux. Mais on s'aperçut bientôt que du plan proposé par la France, l'Allemagne ne voulait retenir que ce qui lui permettait d'échapper ces obligations. Tant que l'Allemagne ne sera pas revenue à la raison, il sera vain de parler de refaire une Europe à peu près habitable. Il est pour le moins regrettable que deux ans après l'affamiste, il soit nécessaire d'en revenir à l'argument que tous les bons Européens cherchaient à rendre inutile : celui de la force armée.

La Haute-Silésie resterait attribuée à l'Allemagne ; le commerce mondial serait libre et le régime de liberté et d'égalité en matière économique serait partout rétabli. Ces deux conditions sont toujours nécessaires pour permettre à l'Allemagne de faire face à ses obligations.

En raison de la longueur de l'exposé de Von Simons, la séance fut suspendue à 1 heure 30, et renvoyée à 4 1/2.

La réponse des alliés

Londres, 7. T.H.R. — En ouvrant la séance, à 16 heures 30, M. Lloyd George commença par déclarer que les nouvelles propositions allemandes étaient complètement inacceptables et que les alliés ne pouvaient pas ajourner l'application des sanctions.

Le premier-ministre britannique souligna encore que les alliés avaient besoin d'avoir une base fixe pour résoudre le problème des réparations. Or, les propositions allemandes manquent complètement ce but ; elles ne donnent que l'apparence de l'acceptation de l'accord de Paris, et encore pour cinq années seulement.

Après le discours de Lloyd George, à 17 h. 30, M. Von Simons demanda la permission de délivrer un quart d'heure avec ses collègues, avant de répondre aux alliés. A la reprise de la séance, M. Von Simons se borna à protester contre les sanctions et la séance fut levée aussitôt.

La délégation quittera Londres demain.

L'obstination allemande et la volonté des alliés

Paris, 7. T.H.R. — Lundi est venu à échéance, l'ultimatum que les gouvernements alliés ont adressé jeudi à l'Allemagne, par la voix de M. Lloyd George. Le

Temps rappelle dans son éditorial que depuis le premier jusqu'au plus humble de ses citoyens, la France attend :

1o Que la créance des alliés telle qu'elle résulte de l'accord conclu entre eux le 29 janvier, ne subisse aucune réduction.

2o Que des mesures arrêtées d'avance par les alliés et applicables à échéances fixées, garantissent le recouvrement de cette créance, tel est le droit de la France, et il permettrait d'aller bien au delà, telle est la volonté de la France. Et, ce n'est pas sans un rude effort sur elle-même, qu'elle se borne à ces revendications là : telles sont les nécessités fondamentales sur lesquelles, le président du conseil français, tout récemment encore, s'est déclaré résolu à ne pas transiger. De quelles mobiles procéde au contraire l'attitude des Allemands, ils veulent empêcher les alliés d'avoir en main aucun engagement précis, et surtout aucun gage, garder le moyen de recommencer la guerre, grâce à la Haute-Silésie, dont les mines et les usines sont loin de nos canons.

Tant que l'Allemagne s'obstine à suivre ce chemin, il y aura entre elle et les alliés une opposition que nul arrangement amiable ne peut effacer. L'Allemagne veut en somme, ne pas payer et préparer sa revanche, les alliés veulent eux : le paiement des réparations et le maintien de la paix. Il faut que quelqu'un cède ; ce ne sera pas les alliés, conclut le Temps.

**

Paris, 7. T.H.R. — Rappelant que la reprise de la vie économique ne sera possible que lorsque la question des réparations aura été réglée l'*Europe Nouvelle* constate que la France a accompli un grand effort sur elle-même pour faciliter ce règlement et qu'à l'Allemagne, au contraire, paraît s'enfoncer chaque jour davantage dans une sorte d'aveugle obstination. A la conférence de Bruxelles, puis à celle de Paris, la France a consenti au paiement en nature et à un rabais de sa créance. Non contente de renoncer ainsi délibérément à une partie de ce qui lui était dû et de lier elle-même la reconstruction des pays dévastés à la renaissance de l'industrie allemande, la France a su présenter un plan d'ensemble où apparaissait le souci de l'intérêt général, aussi bien que son propre relèvement. Mais, dans le même temps, l'Allemagne faisait machine en arrière. Sans doute, on entend Bergmann approuver d'abord assez publiquement le projet de M. Seydoux. Mais on s'aperçut bientôt que du plan proposé par la France, l'Allemagne ne voulait retenir que ce qui lui permettait d'échapper ces obligations. Tant que l'Allemagne ne sera pas revenue à la raison, il sera vain de parler de refaire une Europe à peu près habitable. Il est pour le moins regrettable que deux ans après l'affamiste, il soit nécessaire d'en revenir à l'argument que tous les bons Européens cherchaient à rendre inutile : celui de la force armée.

La situation à Athènes

On connaît vivement dans les meilleurs politiques les fréquents entretiens de M. Baltazzi avec MM. Lombardos et Stratos. Le bruit court que M. Stratos sera appelé à constituer un nouveau cabinet. On considère comme très probable la démission de M. Calogheropoulos.

Cet appel produit ici une profonde impression.

**

La décision de la Conférence sur la question gréco-turque sera probablement rendue publique vendredi (demain).

La solution du problème oriental

La presse d'Athènes apprend

que la seule solution du problème consistrait dans un accord à l'amiable entre les intéressés, par des concessions réciproques.

**

M. Gounaris à Londres

Le président de la Conférence a déclaré à M. Calogheropoulos que les alliés étaient décidés à régler définitivement la question orientale, estimant nécessaire la voie de la délégation hellénique se compléter par les chefs autorisés de la politique gréco-méne de pleins pouvoirs, de façon à éviter les retards provenant des solutions ad referendum. C'est à la suite de ces déclarations que le conseil des ministres d'Athènes a décidé d'adjointe à la délégation M. Gounaris, le chef de la majorité à l'Assemblée constitutionnelle.

**

La pacification de la Syrie

Paris, 7. T.H.R. — Les communications par caravanes et par convois entre le port d'Alexandrette et la riche plaine d'Alep, à travers les massifs montagneux, étaient restées précaires en raison de l'agitation provoquée par les habitants de ces montagnes.

D'importantes mesures d'ordre prises

en octobre et novembre derniers ont

permis d'assurer la surveillance complète

de la route Alexandre-Alep, par le col de Beylon. Le trafic par caravanes et voitures entre ces deux grands centres commerciaux a entièrement repris et de

façon normale. C'est ainsi que pendant le

mois de décembre, le poste de contrôle

établi dans le col de Beylon enregistra le

passage de plus de mille chevaux et de

plus de 600 voitures transportant environ

140 tonnes de marchandises parmi les

quelles la régence et les pistaches qui

vendent des plaines d'Alep et d'Aintab,

puis le pétrole et le savon occupent la

place la plus importante.

**

Le *Matin* dit que les Alliés ont main-

tenu une grande réunion à Londres

pour discuter de la question syrienne.

**

Berlin, 6. mars.

Le « *Berliner Tageblatt* » espère

toujours qu'un compromis sera

trouvé au dernier moment et que

les alliés,

**

ne recourront

pas aux sanctions.

(Bosphore)

**

Paris, 7. mars. 8 h. soir.

La presse française considère

comme inévitables les sanctions

décidées à Londres. Le plan militaire

élaboré par le maréchal Foch

et approuvé par les chefs alliés

entrera immédiatement en vigueur.

(Bosphore)

**

D'autre part, les travaux de la com-

mmission territoriale avancent rapidement.

Les nouvelles rectifications de frontière,

acceptées par les deux délégations, sont

complètement en faveur de la Pologne et

lui concèdent 3000 km. en plus.

La délégation polonaise déposa à la

commission économique le projet accor-

dant à la Pologne la clause de la nation

la plus privilégiée en ce qui concerne la

restitution des propriétés privées confis-

quées par les bolcheviks, ainsi que la

réparation des dommages résultant de l'in-

roduction du régime communiste en

NOS DÉPÈCHES

A Berlin

Paris, 8 mars

Le « *Sunday Times* » est informé

que le conseil de ministres alle-

mand s'est réuni lundi soir sous la

présidence du chancelier Fehren-

<

LE BOSPHORE

A. Mylonadis & Fils

Stamboul, Rue Tahmis, Kourou Kahyedji Han
No 1-2 Téléphone St. 2026

Succursale: GALATZ (ROUMANIE)

Str St. Apostoli 15

NOTE.— Notre succursale à Galatz accepte toutes sortes de marchandises en consignation aux conditions favorables. Aussi entreprend l'exportation des produits roumains.

Renseignements. — Chez la Centrale de notre ville.

Ligne Française du Levant
SOCIÉTÉ "LES AFFRÉTEURS RÉUNIS"
JEAN STERN, Administrateur-Directeur
SIÈGE SOCIAL : 15 Rue Scribe, Paris

FLOTTE

	TONNES		TONNES
Titan	8000	Les Baléares	1800
Eole	5500	Industria	1800
Flore	5500	Mongibello	1500
Edouard Shaki	6000	Apollon	1400
Jupiter	6000	Gloria	1400
Olympe	8000	Maréchal Foch	1000
Jean Stern	7000	Mars	1000
Bacchus	7000	Mont Saint-Clair	1000
Silène	7000	Eros	1000
Phœbus	7000	Sahara	1000
Andrée	6600	Nice	750
Vulcain	6000	Diane	750
Cérès	5500	Maréchal Joffre	600
Hercule	5000	Gaulois	600
Junon	4500	Victoria	600
Pomone	3300	Guyenne	400
Labor	3300	Nouveau Conseil	350
Ars.	3300	Mayenne	350
Nérée	3000	Ville d'Arzew	300
Vénus	3000	Esperanto	300
Libertas	3000	Pan	300
Bellone	2200	Jeanne Antoinette	250

Services réguliers Angleterre, Hollande, Belgique et France

SUR L'ORIENT ET VICE-VERSA
Départs bi-mensuels de Galatz et Constantinople sur

Marseille, Bordeaux, Nantes, Anvers, Hull

par cargo-boats de 1re classe

Pour frets et renseignements s'adresser à l'agence générale de la

LIGNE FRANÇAISE DU LEVANT

Société "Les Affréteurs Réunis"

Quais de Galata Merkez-Rihtim Han, 2e Etage.

Téléphone Péra. 1933.

THEATRE

Etoile-Palace

Péra vis-à-vis
du Ciné-Luxembourg

ce mercredi, 9 mars 8 h. du soir

GRANDE LOTTO CABARET

Chaque partie gagnante donne le droit gratuit de participer à la fin du jeu au tirage

d'un ETUI

CIGARETTES EN OR

Branche Alimentation

J. W. Whittall & Co Ltd

Nous portons à la connaissance de notre honorable clientèle, que nous avons transférée à la direction et les dépôts de notre Branche d'Alimentation (Alimentary Goods Department) à Sanasar Han, Stamboul.

Toutefois pour faciliter les achats à notre clientèle de Galata, et environnements, nous avons installé à Galata Rue Mertebany 15, à côté de l'ancienne Bourse, un bureau, où ces derniers pourront transmettre leurs commandes.

J.W. WHITTALL & Co Ltd.
Alimentary Goods Department
La Direction

N.B. — Pour MM. les Représentants et voyageurs de commerce : Reception tous les jours, à la Direction, de 8 à 5 heures, sauf les jeudi et samedi.

20 Ltqs. La façon la plus soignée et la coupe la plus moderne chez Marchand Tailleur de Paris

pour Hommes et Dames

au RAFFINE

Paletot Réclame
sur mesure Litg.

Appart. Damadian

au coin d'Aşinalı Medjid. —

Grand'Rue de Péra.

Banque hollandaise pour la
Méditerranée

Capital: Fl. 25,100,000 dont entièrement versé: Fl. 5,100,000

Siège Social : Amsterdam.

Succursales : Barcelone-Constantinople-Gênes.

Fondation de : Rotterdamsche Bankvereeniging (Capital et Réerves: Fl. 105,000,000).

Hollandsche Bank Voor Zuid-Amerika (Capital et Réerves: Fl. 30,000,000).

La Succursale de Constantinople a commencé ses opérations dans son Local

Galata, Rue Voivoda No 102
TÉL. PÉRA 2121-2

BANQUE NATIONALE DE TURQUIE
FONDÉE EN 1909

Capital..... Lstg. 1.000.000

Siège Central à CONSTANTINOPLE

Union Han rue Voivoda. Galata, Téléphone 406

Succursale de STAMBOUL .

Kinadjan Han, Stamboul. Téléph. 1205

en face du Bureau Central des Postes

Agence de Londres

50 Cornhill E. C. 2

SUCCURSALE DE SMYRNE

Les Quais, Smyrne

AGENCE DE PANDEMARIA

La Banque Nationale de Turquie, qui

s'occupe de toutes les opérations de banque, agit en étroite coopération avec la

British Trade Corporation (société privée anglaise), propriétaire de la grande majorité des actions de la Banque.

Ouverture de comptes courants.

Reception de dépôts à échéance fixe à

Conditions sur demande

Dr. A. GRYNIEWIETZKY

Sanatorium « Parc » Odessa

Maladies DU COEUR de l'estomac et des nerfs. Gynécologue. Traitement de la faiblesse.

CONSULTATIONS:

Grand'Rue de Péra No 42, 9-11 h.

Grand'Rue de Péra No 49, 11-2 h.

et de 6-8 h.

Prix DU TAXIM

Livraison IMMÉDIATE
de la 6-cylindres

BUICK

La voiture combinant "l'utile et l'agréable",
Voitures de Tourisme de 5 et 7 places

AMERICAN GARAGE

Grand'Rue Pancaaldi

TEL. P. 2763

Sloan's Liniment

se recommande pour le traitement de rhumatisme, Lombago, névralgie, maux de dents, et toutes sortes de douleur ou refroidissement.

En vente dans toutes pharmacies et drogueries.

Représentants et Dépositaires :

C. Pervaniidis & L. Hazapis

Haviar, Han, 91.

Téléphone Péra 588

GUARANTY TRUST COMPANY OF NEW-YORK

Le siège de Constantinople est une Banque complètement organisée et ouillée pour recevoir des dépôts, effectuer des encassemens, acheter et vendre les devises étrangères, financer les transactions commerciales et offrir ses bons offices en toute opération Bancaire.

Son Service de Commerce International est à la disposition des clients et commerçants reconnus pour toutes Informations Commerciales.

Le Siège de Constantinople est en relations étroites avec les autres Sièges de la Banque et a à sa disposition les ressources et facilités de son organisation mondiale.

Yildiz Han, Rue Kurekdjiler, Galata

TÉLÉPHONE 2300-2304 PÉRA

Adresse Télégraphique : GARBITUS

NEW-YORK LONDRES LIVERPOOL

PARIS LE HAVRE BRUXELLES

Capital entièrement versé et réserves. Dollars 50.000.000

Ressources excédent. 80.000.000,

BANQUE D'ATHÈNES

Société Anonyme

CAPITAL entièrement versé Drms. 48.000.000

Siège Social : ATHÈNES

Adresse Télégraphique : « ATHENIENNE »,

SUCCURSALES ET AGENCES

EN GRÈCE : Le Pirée, Salonique, Páras, Jurina, Volo, Agrinio, Larissa, Caïssa, Calamata, Tripolita, Chio, Samos, Vathy et Carloassi, Lemnos, Castro, Mélin, Syrie, Canée, Candie, Rhymno, Chalcis, Argostoli.

A SMYRNE : Constantiople (Galata et Stamboul)

EN TURQUIE : Constantinople (Galata et Stamboul)

EN EGYPTE : Alexandrie, Le Caire, Port-Said.

EN ANGLETERRE : Londres, N° 82 Fenchurch Street, Manchester

A CHYPRE : Limassol, Nicoseia.

La Banque d'Athènes fait toutes les opérations de Banque telles que : Comptes d'effets de Commerce et de Banque. Avances sur Titres, Marchandises Encassemens simples et documentaires sur tous les Pays. Emission de Chèques et de Lettres de Crédit simples et circulaires. Ouverture d'accrédits simples et documentaires. Ouverture de Comptes Courants simples et garantis. Garde de Titres à de prix avantageux. Location de Coffres-Forts de toutes dimensions à de conditions avantageuses pour le Public. Achat et Vente de Devises et monnaies étrangères.

La Banque d'Athènes fournit des renseignements commerciaux.

La Banque d'Athènes reçoit des Fonds en Comptes de Dépôts à Vue et à Echéance fixe.

Service spécial de Caisse d'Epargne.

UNDERWOOD

La plus grande Fabrique au Monde
200.000 Machines à écrire en sortent chaque année
ici:

Les deux noms : UNDERWOOD HAÏM font une garantie parfaite :

Les seules Underwood neuves chez Haïm

Seuls agents : S.P.I. (ex-Fratelli Haïm) -- Tél. Péra 1761

Commission interalliée des délégués aux questions économiques

Les prix maxima fixés sur les denrées alimentaires, pour la semaine du 8 au 15 Mars 1921 sont comme suit :

Désignation :	Prix Piris l'oeuvre	Désignation :	Prix Piris l'oeuvre
Farines étrangères 1re qualité	27.5	Savon extra extra (Kultché).	55
" 2me "	21.-	" indigène extra "	42
Farines indigènes 1re qualité	21.-	Bourre de Trébizonde salé.	210
" 2me "	19	" 2me qualité "	165
R			